

RENCONTRE DES PARTIS DE L'ALLIANCE
PRÉSIDENTIELLE

Le MSP prend le relais

Comme il fallait s'y attendre, c'est dans une ambiance empreinte d'hypocrisie politique qu'a été officiellement ouverte la rencontre des partis de l'Alliance présidentielle pour un bilan d'activité de ladite association et le passage du témoin entre le FLN et le MSP.

La rencontre a eu lieu hier au siège du parti du Mouvement pour la société et la paix (MSP), qui, depuis ce 10 septembre, préside la «coalition».

Une alliance qui ne souffre d'aucune «lézarde» et au sein de laquelle règne une «cordiale entente». Comme se sont plu à le rappeler, dans leur discours, en insistant sur ce point précis, Aboudjerra Soltani et Abdelaziz Belkhadem.

A défaut de faire le bilan de la présidence du FLN à la tête de l'Alliance présidentielle, le secrétaire général du FLN fera le procès de ceux qui «n'ont rien compris» à la politique et à la démarche du gouvernement. Inspiré par les «feux» de l'été, pas ceux qui ont ravagé les forêts, le chef du gouvernement usera de vers pour fustiger «ceux» qui ont rapporté les attaques de «ceux» qui l'ont dénigré en s'en prenant à quelques ministres de son gouvernement, décrivant «la politique» de la pomme de terre et celle des couffins de solidarité.



Soutien indéfectible au programme du président.

«Que ceux qui ont prêté une rentrée sociale des plus explosives profitent de la douche froide...», ironise le chef du gouvernement qui, bien évidemment, réitère le soutien de son parti et celui de l'Alliance présidentielle à la réconciliation nationale et à toutes les démarches du président de la République.

«L'image de l'Alliance n'est pas ternie», soutient le président du MSP qui, comme touché par les injures de Belkhadem, juge utile de se disculper en chargeant la presse. A défaut d'assumer Aboudjerra Soltani se dérobe en déclarant que dans l'Alliance tout se passe «comme dans le meilleur des mondes». Le ministre d'Etat

sans portefeuille ne manquera pas lui aussi d'encenser la réconciliation nationale et son concepteur avant de clore sa diatribe en proposant quatre autres points à l'ordre du jour de la rencontre des partis de l'Alliance présidentielle qui s'est déroulée à huis clos et à laquelle ont assisté la majorité des ministres des trois partis. Le numéro un de l'ex-Hamas suggère de revoir les prérogatives des élus locaux dont les P/APC et de leur donner plus de responsabilités.

Il est urgent selon lui de se pencher sur les communes isolées et de «revoir» leur fiscalité. Moins proluxe que ses deux «alliés», Ahmed Ouyahia s'est démarqué.

Aucun commentaire sur les attaques de Abdelaziz Belkhadem. Contrairement à Aboudjerra Soltani, le secrétaire général du RND a fait l'impasse sur «les feux de l'été». Constant, le numéro un du RND a réitéré le soutien de son parti au programme du président et à la réconciliation nationale tout en condamnant le terrorisme.

L'ex-chef du gouvernement appelle, une fois encore, à la mobilisation et à la vigilance de la population pour faire face aux terroristes. La rencontre s'est terminée hier en début de soirée par un communiqué final sur lequel nous reviendrons demain.

Saïda Azzouq

SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ CENTRAL DU PT

"L'Etat doit ouvrir un débat national"

Le Parti des travailleurs (PT) a réuni, hier, une session extraordinaire de son comité central, sous la présidence de Mme Louisa Hanoune, afin de débattre des derniers événements qui ont secoué la nation.

Aujourd'hui, plus que jamais, Mme Hanoune est convaincue que la main étrangère est partout sur le territoire national, non pas pour investir mais pour spolier les richesses nationales, en usant de tous les procédés, le terrorisme y compris.

«J'ai toujours dit que les privatisations mèneront au terrorisme. Cette thèse se confirme chaque jour en Algérie», dit-elle. Ainsi les deux derniers attentats perpétrés en Algérie, dont l'un a visé la personne du président de la République, ont jeté le doute sur toute la stratégie politique qui, jusque-là, a soutenu la thèse d'un terrorisme résiduel, en voie d'éradication.

La secrétaire générale du PT a invité les partis politiques, ainsi que les hautes autorités du pays à asseoir un débat national, qui mettra sur la table des discussions les problèmes socioéconomiques et politiques qui représentent un danger pour la stabilité et la souveraineté de la nation.

«Ce qui vient de se passer est un fait très grave et qui mérite d'être débattu

entre Algériens», dit-elle, en portant un doigt accusateur vers les Américains, qui, selon elle, alimentent, financent et sèment le terrorisme dans le monde entier, dont l'Algérie.

Responsable de ses déclarations, Louisa Hanoune accuse ouvertement le ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements, Abdelhamid Temmar de travailler pour les intérêts américains. «Il y a à l'intérieur du pouvoir des personnes qui protègent les multinationales et veulent brader l'économie nationale. Il est urgent de mettre fin à la politique des privatisations. C'est le seul espoir pour sauver le pays», réclame-t-elle, en affichant une forte inquiétude quant au devenir du pays «si une telle politique est encore encouragée».

Selon la secrétaire générale du PT, les pouvoirs publics sont mobilisés à mener à terme les réformes sociales et économiques mises en chantier.

«Le pouvoir doit être attentif aux préoccupations des citoyens, leur assurer un cadre de vie décent, leur permettant de vivre en paix et en pleine souveraineté», clame-t-elle, exprimant sa désolation d'apprendre que le kamikaze qui a fait exploser un camion à Dellys est âgé de 15 ans. «Nos enfants sont instrumentalisés. L'Etat doit prendre conscience que l'urgence aujourd'hui est de prendre en charge ces populations vulnérables de la société et les protéger»,

insiste Louisa Hanoune. Par ailleurs, celle-ci a saisi cette opportunité pour dénoncer le manque de professionnalisme de la télévision algérienne qui a limité son rôle à lire les communiqués de dénonciation.

C'est scandaleux qu'on ne nous propose même pas une table ronde pour expliquer aux Algériens ce qui se passe», s'insurge-t-elle.

Invitée à se prononcer sur la revendication des deux attentats par Al Qaïda, elle répond qu'elle «prend le communiqué de cette organisation avec beaucoup de prudence».

Restant dans son analyse quant à la main mise américaine dans le monde arabe et en Afrique, la secrétaire générale du PT ne reconnaît pas l'existence idéologique d'Al Qaïda.

Il s'agit, selon elle, d'une invention américaine au Maghreb, comme ça été le cas pour les talibans en Afghanistan.

«Quand je constate qu'Al Qaïda n'évoque même pas Al Qaïda Maghreb dans son communiqué, cela nous incite à poser beaucoup d'interrogations sur l'existence même de cette organisation», relève-t-elle.

Ainsi, pour le PT, il est temps de mettre de côté les discours idéologiques et démagogiques et reconnaître que l'ennemi de l'Algérie sont les multinationales qui portent toutes le germe américain.

Rosa Mansouri

PREMIÈRE SESSION DU
CONSEIL NATIONAL DU FFSSévère mise
en garde
de Karim Tabbou

Gare aux cadres du parti, aux membres du conseil national, au premier chef, qui auraient à l'idée de laisser échapper le moindre murmure aux relents contestataires ! Karim Tabbou, reconduit, comme attendu, dans sa fonction de premier secrétaire national du parti, entend sévir de toute son autorité, Hocine Aït Ahmed, le président, pris à témoin.

Sofiane Aït-Ilflis - Alger (Le Soir) - Sévère mise en garde à l'encontre de toute velléité de rébellion contre la direction d'Alger du parti que celle formulée, en effet, hier matin par Karim Tabbou, à l'occasion de la tenue de la première session maintenue ouverte du conseil national du parti nouvellement élu. «Dorénavant, tous les débats seront enregistrés et à chaque fois qu'il y aura un manquement à la bienséance politique, au devoir d'hospitalité, je réagirai. Je ne permettrai plus que le FFS serve d'arène à la diatribe», a-t-il averti, la caution d'Aït Ahmed vraisemblablement acquise. Echaudé par l'expérience du conseil national sortant, où la sérénité n'a pas toujours été maîtresse des débats, le premier secrétaire national du FFS a entendu affirmer son autorité, toute son autorité de prime abord. Et ce n'est pas pour le plaisir de l'extrapolation qu'il évoqua, en présence du chef, les turbulences que connut l'instance délibérante sortante. «Je voudrais évoquer aujourd'hui, devant le président du parti, l'ancien conseil national où certains cadres et membres ont passé leur temps à vouloir prendre des postes de responsabilité, des grades politiques au sein du FFS, ceci plutôt que de se consacrer à la tâche militante que leur recommandent leurs responsabilités», révéla, en effet, Tabbou, ajoutant que «dès que quelqu'un quittait la direction du parti, il en devient un farouche adversaire». Le propos du premier secrétaire national du FFS s'est voulu également une dénonciation de la fronde qui a émaillé le parti durant les mois écoulés. Il poursuivait aussi à mettre en exergue le sort réservé à ceux qui se poseraient à l'avenir en candidats à la contestation. Ahmed Djeddaï et d'autres s'y sont vainement essayés. Le quatrième congrès des jeudi et vendredi passés les a précipités sans ménagement dans la déchéance organique. Et dans cela Aït Ahmed est pour quelque chose. Ils étaient tombés en disgrâce dès le moment où ils ont osé contester son choix de la direction d'Alger. Ceci s'avère d'autant plus vrai qu'Aït Ahmed a avoué son insatisfaction du conseil national sortant. «Je reconnais qu'il y a eu des dérives au sein même du conseil national précédent», a-t-il souligné, ajoutant que «les manipulations ne pouvaient pas nous contaminer. Le quatrième congrès a désormais dressé un mur contre la contamination, contre les pratiques qui ne sont pas les nôtres». Reprenant la parole après les mises en garde formulées par Karim Tabbou, le président du FFS devait encore préciser que le principe d'alternance à la direction du FFS est irréversible. «Il me semble que la vertu de l'alternance n'est pas bien comprise».

L'expérience du PPA nous a appris qu'il ne faut pas laisser quelqu'un longtemps dans un poste de responsabilité. Soit, mais ne reste-t-il pas lui-même inamovible, depuis 1963 ? A moins que ce théorème politique de Aït Ahmed ne serait valable que pour le reste des institutions de direction du parti.

Cela étant, le leader du FFS s'est dit «malheureux de vivre ces moments de violence que le pays vient de connaître». Aussi a-t-il enchaîné par son leitmotiv de toujours : la solution politique pacifique. «Ça suffit avec la politique sécuritaire, puisqu'aucun résultat sécuritaire n'a été enregistré».

S. A. I.